

# La guerre du Cameroun

*Enquête sur les origines de la Françafrique*

***C'est une guerre totalement absente des manuels d'histoire. Une guerre terrible, menée par l'Armée française au Cameroun, de 1948 à 1971, pour mater les indépendantistes. Une guerre fondatrice, qui permet de comprendre les piliers du néocolonialisme français en Afrique, aujourd'hui encore.***

***Pendant six ans, trois journalistes, Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa ont recueilli des centaines de témoignages et fouillé dans les archives, en France et au Cameroun. Le résultat : Kamerun !, la guerre cachée aux origines de la Françafrique<sup>1</sup>. Thomas Deltombe répond aux questions des Renseignements Généreux.***

***Cet entretien a également été publié en version courte dans le journal CQFD d'avril 2011***

## **Les Renseignements Généreux : Comment est né votre ouvrage ?**

Thomas Deltombe : Le livre *Kamerun !*, c'est la rencontre de trois auteurs s'intéressant à la politique de la France en Afrique. De nombreux ouvrages évoquaient de très graves "troubles" ayant eu lieu au Cameroun au moment de l'indépendance de ce pays, mais une étude systématique de ces événements restait "à faire". Le journaliste Manuel Domergue et moi-même, nous avons décidé de remonter nos manches. Manuel s'est plongé dans les archives françaises, et je suis parti en 2006 enquêter au Cameroun pendant deux ans. Là, j'ai rencontré Jacob Tatsitsa, qui avait été conseiller historique d'un film réalisé par la télévision suisse sur l'assassinat de Félix Moumié, le président de l'Union des Populations du Cameroun (UPC)<sup>2</sup>. Dans le cadre de recherches universitaires, Jacob travaillait depuis des années et avec beaucoup d'abnégation, dans les archives camerounaises, sur la résistance kamerunaise et la répression française à l'Ouest-Cameroun. A mon retour en France, en 2008, nous avons poursuivi les recherches avant de passer à la phase d'écriture.

## **Quelles sont vos sources ?**

Une des difficultés de départ était que beaucoup de choses étaient dites ou écrites sur ces "événements" sans que ces informations soient toujours vérifiées et étayées. Nous devons donc naviguer entre des faits solides, plutôt rares, et un amas d'histoires, parfois vraisemblables, parfois plus douteuses. L'idée fondamentale était donc d'essayer d'établir les faits, de façon la plus irréfutable possible, en nous appuyant sur des sources directes et vérifiables. Des sources écrites d'abord : archives militaires,

---

<sup>1</sup> *Kamerun!, la guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, éditions La découverte, 2011

<sup>2</sup> Frank Garbely, *L'assassinat de Félix Moumié. L'Afrique sous contrôle*, Triluna Films - TSR, 2005

coloniales et diplomatiques françaises ; archives nationales, régionales ou départementales camerounaises. Mais aussi une multitude d'entretiens, que nous avons filmés en France et au Cameroun, avec des anciens administrateurs coloniaux, des militaires français ou camerounais, d'anciens combattants indépendantistes, etc. Grâce cette énorme matière, nous avons progressivement emboîté les différentes pièces du puzzle, nous avons pu comprendre les grandes phases du conflit et documenter dans le détail les techniques employées par les belligérants.

### **Était-ce facile d'accéder aux archives camerounaises ?**

Je pensais que l'accès serait plus difficile. Le plus gros problème, c'est la destruction des documents. Faute de soins, dans ce climat chaud et humide, ils partent en poussière. L'autre obstacle était le désordre qui y règne, si bien que l'on peut y dénicher des pièces passionnantes auxquelles on ne s'attendait pas, mais on peine à reconstituer des séries chronologiques complètes, contrairement aux archives françaises, plus exhaustives (en tout cas jusqu'en 1960).

### **Venons-en maintenant au coeur du livre. Comment naît l'Union des Populations du Cameroun, ce grand mouvement indépendantiste ? Quelles sont ses principales revendications ?**

L'UPC est un mouvement passionnant. Ses origines, c'est la lutte syndicale. Au sortir de la Seconde guerre mondiale, l'État français procède à une certaine libéralisation du droit syndical dans ses colonies. Avec l'aide de syndicalistes français se monte un syndicat camerounais, l'Union des syndicats confédérés du Cameroun (USCC), très active. En quelques années, ce mouvement syndical se transforme en mouvement politique. L'UPC naît en avril 1948 avec des revendications simples : l'application des textes du statut de tutelle du Cameroun. Il faut ici rappeler le statut particulier du Cameroun à l'époque. Suite à la Première guerre mondiale, le Kamerun, colonie allemande, était devenu un territoire international sous mandat de la Société des Nations puis sous tutelle des Nations Unies. Sa gestion était confiée à l'administration française pour 85% du territoire, et à l'administration britannique pour les 15% restants. D'après les textes de l'ONU, les puissances administrantes devaient amener les Camerounais « vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance ».

### **Dans quel délai ?**

Les textes de l'ONU ne prévoyaient pas d'échéance précise. Preuve de la modération de l'UPC, le mouvement indépendantiste n'exige pas, au départ, l'indépendance immédiate, mais demande qu'un délai soit fixé. La seconde revendication de l'UPC, c'est la réunification du Cameroun selon les contours du Cameroun allemand. L'orthographe Kamerun utilisée par l'UPC vient de là. C'est tactiquement très intelligent de leur part, puisqu'en utilisant une référence antérieure au partage du Cameroun entre Français et Britanniques, les upécistes mettent en contradiction et en concurrence les deux puissances administrantes qui, depuis Fachoda, ont toujours été rivales en Afrique. Enfin, la troisième revendication de l'UPC c'est ce qu'elle appelle - reprenant une expression utilisée au cours de la conférence de Brazzaville - « l'élévation du standard de vie ». C'est-à-dire, la justice sociale et l'égalité de traitement.

### **Comment les responsables de l'UPC réussissent-ils à développer leur mouvement ?**

La force de l'UPC, c'est d'avoir su donner une assise territoriale à son projet national. Le Cameroun rassemble des populations très diverses. Plus de 250 langues sont parlées au Cameroun. Dans un tel contexte, susciter ou parler d'un projet national est très difficile. L'UPC a l'intelligence de s'appuyer sur des revendications régionales, par exemple dans certaines zones le droit de cultiver le café ou le cacao, pour les articuler avec des perspectives nationalistes et même internationalistes. Les premiers militants de l'UPC se déplacent inlassablement dans tout le Cameroun, à pied ou en voiture, pour rencontrer la population, recueillir les doléances, présenter les revendications, organiser le mouvement. En quelques années, l'UPC devient extrêmement populaire. La réussite de cette stratégie doit beaucoup à des personnalités exceptionnelles comme celle de Ruben Um Nyobè, qui parle six ou sept langues locales, outre le français. Secrétaire général de l'UPC, il se rend aux Nations Unies pour demander l'application des lois et relayer les revendications populaires au plus haut niveau. Ruben Um Nyobè acquiert bientôt une aura quasi-mystique dans tout le Cameroun. On l'appelle *Mpodol*, le « porte-parole ».

### **D'où vient Ruben Um Nyobé ?**

Originaire d'une région appelée Sanaga-Maritime, c'est au départ un petit fonctionnaire colonial, un greffier, aux origines modestes. Il est à la fois modéré et extrêmement déterminé. Dans un premier

temps, il milite dans la Jeucafra, une organisation de la jeunesse camerounaise créée par l'administration coloniale au début de la Seconde guerre mondiale pour susciter un sentiment pro-français et anti-allemand. Mais, confronté à un colonat incroyablement raciste et à une administration française bornée, Um doit progressivement hausser le ton. Il n'attise aucune haine contre les Français mais revendique l'égalité entre Français et Camerounais. C'est un homme de dialogue, lucide, écrivant souvent à l'administration coloniale pour développer son point de vue, s'appuyant systématiquement sur le droit, français ou international. Il est d'ailleurs intéressant de voir les rapports de l'administration et de la police coloniale à son sujet. Um y est décrit comme « incorruptible », d'une « rigueur morale » exceptionnelle. En public, l'administration coloniale le traite évidemment de « communiste » et d'« extrémiste ». Mais elle dit l'inverse, dans les rapports secrets, et montre même une certaine admiration pour ce personnage qui, comme on peut le lire dans un rapport de 1951, « tranche, et de beaucoup, sur la faune politique camerounaise ».

### **Quel est son rapport à la violence ?**

Il y était opposé. Il préférerait s'appuyer sur le droit et la légalité. Il avait une certaine forme de générosité et d'idéalisme. D'une certaine façon, il croyait à la bonne foi de ses adversaires, pensant sans doute que le pouvoir colonial n'oserait pas franchir certaines limites. C'était malheureusement un peu naïf : Roland Pré et Pierre Messmer, haut commissaires successifs de la France au Cameroun de 1955 à 1957, se sont montrés prêts à tout pour écraser le mouvement indépendantiste camerounais. Y compris à utiliser des moyens illégaux.

### **Quelles sont les stratégies du pouvoir colonial français face à l'UPC ?**

La première stratégie, c'est le harcèlement de l'UPC : traque judiciaire, dispersion des leaders aux quatre coins du territoire, création de faux mouvements nationalistes inféodés aux Français. Mais, face à la ténacité des militants indépendantistes, cette "guerre des nerfs" donne peu de résultats. En 1955, la France décide d'interdire purement et simplement l'UPC. L'UPC ainsi contrainte à la clandestinité, Ruben Um Nyobè, qui s'était toujours appuyé sur la légalité, est coincé et doit faire face, à l'intérieur du parti, au courant plus « révolutionnaire » qui ne voit de solution que dans la stratégie adoptée par le Viet-Minh ou le FLN algérien. Alors qu'il tente de sortir du piège, il doit se résoudre à l'organisation de structures paramilitaires de résistance en décembre 1956 lorsque Pierre Messmer, successeur de Roland Pré, organise des élections truquées, dont l'UPC est exclue, qui aboutiront à l'élection d'une assemblée pro-française toute prête à valider « démocratiquement » les projets imposés par la puissance tutrice. Alors que les structures armées de l'UPC tentent de faire échec aux élections de décembre 1956, Messmer lance une répression sauvage avec la coordination de la police, de l'armée, de milices. Et, bientôt, la mise en place de « zones de pacification ».

### **Comment sont organisées ces zones de pacification ?**

Ces zones de pacification constituent la mise en pratique de la doctrine de la guerre révolutionnaire (DGR) élaborée par l'armée française après sa défaite en Indochine. Le but est d'extirper de la population le « virus upéciste », physiquement et psychologiquement. Pour couper les maquisards de tout soutien, les populations de la zone sont regroupées dans des camps spéciaux surveillés par l'armée, près des centres de communication. Les villageois ne peuvent en sortir que sous contrôle militaire, seulement pour aller se ravitailler. Les campagnes et les forêts sont déclarées zones interdites, toute personne présente y est mitraillée sans sommation. Les cultures et les villages sont détruits. Cette politique de terre brûlée vise à « vider l'eau pour attraper le poisson », pour reprendre une expression souvent utilisée par les théoriciens de la guerre révolutionnaire. Les maquisards sont traqués. Les cadavres mutilés sont exhibés pour semer la terreur dans la population. Pour connaître les refuges des maquisards, on recourt systématiquement à la torture. Les pertes humaines sont terribles. Nous sommes en 1957-1958 : au même moment c'est la bataille d'Alger, où les forces françaises emploient les mêmes méthodes.

### **Qui dirige les opérations ?**

Conformément aux doctrines de la guerre révolutionnaire, les zones sont dirigées conjointement par un civil et par un militaire. Cette unité de commandement civilo-militaire signifie en pratique la militarisation de l'administration civile. Dans la zone de pacification de Sanaga-maritime, la ZOPAC, celle où les combats sont parmi les plus violents, le responsable civil est Daniel Doustin, bras droit de Pierre Messmer et bientôt nommé patron de la DST. Le responsable militaire est Jean Lambertson, un officier qui a fait l'Indochine. De cette expérience indochinoise, il a tiré, en même temps que des gens comme le colonel Charles Lacheroy et quelques autres, des théories redoutables sur la « guerre

psychologique » - sujet sur lequel il écrit dès le début des années 1950. Lamberton est un soldat aujourd'hui inconnu du grand public. Mais il fut à l'époque très reconnu dans la hiérarchie militaire. Dans les quelques papiers qu'il a laissés à sa mort, en 2004, il parle de ses « exploits » camerounais. Sa « victoire » sur les rebelles camerounais était « modeste sans doute », dit-il, « mais unique en fait ».

### **C'est dans cette zone que Ruben Um Nyobè se fait assassiner...**

Oui, en septembre 1958. Après avoir torturé une militante nationaliste, l'armée française parvient à localiser le refuge du secrétaire général de l'UPC. Il est traqué et abattu. Son cadavre est exhibé, puis coulé dans le béton pour faire disparaître le corps. Les autorités françaises exultent. C'est le début d'une longue série d'assassinats, qui fera disparaître la plupart des dirigeants de l'UPC.

### **Au final, combien la répression fait-elle de victimes ?**

Avant de répondre, je souligne que par notre enquête nous avons avant tout voulu nous intéresser au contexte de cette guerre, à son évolution, à ses responsables. Cela nous semble beaucoup plus important que le fait de se focaliser sur le nombre de victimes. Ceci étant dit, nous disposons de plusieurs sources crédibles. Le général français Max Briand, qui dirigeait les opérations en 1960-1961 à l'Ouest du Cameroun, évoque 20 000 morts rien que dans sa zone, en six mois seulement. Cela donne déjà une petite idée. André Blanchet, spécialiste Afrique au journal *Le Monde*, un propagateur docile de la propagande française, a donné un jour une conférence sur le Cameroun devant un auditoire restreint, et a parlé de 120 000 morts en trois ans, de 1959 à 1962. Les chiffres les plus précis émanent d'un rapport secret réalisé par l'ambassade de Grande-Bretagne au Cameroun en 1964, retrouvé à Londres par la chercheuse américaine Meredith Terretta. Tout en précisant qu'il est presque impossible d'établir un bilan précis, ce rapport fait état « de 61 300 à 76 300 civils tués » entre 1956 à 1964, sur une population d'environ 3 millions d'habitants à l'époque. Ce qui est énorme. Par comparaison, la guerre d'Algérie aurait fait entre 250 000 à 400 000 morts, sur une population d'environ dix millions d'habitants et avec des moyens militaires autrement plus importants.

### **Est-ce la fin des résistances pour l'UPC ?**

Après les vastes opérations de l'armée française, notamment aériennes, en 1960, les chances de l'emporter pour les nationalistes sont extrêmement faibles. Et cela d'autant plus que Félix Moumié, président de l'UPC, est assassiné à Genève par les services secrets français en novembre de la même année et que la résistance intérieure ne reçoit aucun soutien de ses alliés potentiels, notamment des pays « socialistes ». Pourtant, la guerre du Cameroun se poursuit. Ernest Ouandié, vice-président de l'UPC, rentre d'exil, s'infiltrer clandestinement au Cameroun et réorganise les maquis qui résisteront jusqu'au début des années 1970. Le mot d'ordre de l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK) était « vaincre ou mourir ». Pour beaucoup d'entre eux, ce n'étaient pas des mots en l'air...

### **La crainte des autorités françaises, c'est de voir les idées de l'UPC survivre à la répression.**

Absolument. Le but du pouvoir colonial, c'est d'éliminer physiquement les indépendantistes, mais c'est surtout d'éradiquer les idées émancipatrices portées par le mouvement nationaliste du cerveau de la population. A mesure que les foyers de la résistance armée s'amenuisent, la dimension « psychologique » de la guerre s'accroît et s'élargit à l'ensemble de la population. De grands efforts de propagande sont réalisés dans ce sens : on assiste à de vastes campagnes d'« action psychologique », de « bourrage de crâne » et de « lavage de cerveaux » pour faire oublier à la population qu'on lui a volé l'indépendance qu'elle avait réclamée avec tant d'acharnement.

### **Il faut signaler au passage que l'indépendance du Cameroun, proclamée le 1<sup>er</sup> janvier 1960, est elle-même un des rouages de la « guerre psychologique »...**

Tout à fait. C'est même la plus grande réussite des stratèges français dans la « guerre psychologique » qu'ils mènent aux upécistes. L'objectif de ces stratèges, en premier lieu Daniel Doustin, c'est en effet de récupérer et de retourner le concept d'indépendance. L'idée est simple : puisqu'on ne pourra pas empêcher les idées d'indépendance de progresser dans les esprits, autant la donner à certains Camerounais bien choisis, en la vidant du même coup de son contenu réel. De façon tout à fait calculée, les autorités françaises décident ainsi de donner une fausse indépendance à une infime minorité de Camerounais pour pouvoir contrôler plus discrètement les ressources du pays.

## **C'est cela, la fausse indépendance...**

Oui, une indépendance confisquée par le bas et par le haut. Par le bas, parce qu'on offre cette indépendance à une petite caste d'Africains pro-français qui n'ont à peu près aucune légitimité populaire. Et par le haut, parce que cette petite caste prédatrice accepte elle-même de confier une grande partie de la souveraineté nationale à l'ancienne puissance coloniale avec laquelle elle signe des accords léonins (accords monétaires, accord de défense, coopération militaire, coopération culturelle, etc.). Ces fausses indépendances, prétendument « offertes », sont au cœur du néocolonialisme français en Afrique, qui prend la forme de ce qu'on appelle la Françafrique.

## **Ca s'est passé comment, concrètement, au Cameroun ?**

Le Cameroun est un cas d'école. Les choses se sont déroulées en quatre étapes. Première étape : la France fait accepter par l'ONU un projet d'« indépendance sans élection préalable » en mars 1959, pour empêcher les forces anticolonialistes d'arriver au pouvoir par les urnes et de redonner à l'indépendance son sens véritable. Deuxième étape : le premier ministre Ahmadou Ahidjo, désigné par l'administration coloniale quelques mois plus tôt et adoubé par l'aristocratie du Nord-Cameroun, proclame l'indépendance le 1<sup>er</sup> janvier 1960 comme programmé par la France. Troisième temps : les autorités françaises, maintenant libérées du regard onusien, organisent en avril 1960 des élections truquées, après avoir rédigé une constitution ultra-présidentialiste qui transforme Ahidjo en président inamovible et tout puissant. Et finalement, dernière étape, le dictateur en herbe signe toute une série d'accords avec les autorités françaises, en novembre 1960. Et cela où moment même où Félix Moumié est assassiné par les services secrets français et où l'Ouest Cameroun est transformé en un champ de ruines par l'armée française. Voilà en somme comment, pour reprendre la mythologie gaulliste, « la France a généreusement offert l'indépendance au Cameroun » !

## **Et la guerre contre l'UPC se poursuit...**

La guerre que la France a initié contre le mouvement indépendantiste à partir de 1955 se perpétue, à partir des années 1961-62, sous la forme d'un système de gouvernement. En d'autres termes : alors que l'UPC continue de résister les armes à la main jusqu'à la fin des années 1960, la guerre française mute en « dictature africaine ». Les techniques de guerre initiées par les Français – torture, délation, lavage de cerveau, culte de l'« apolitisme », traque des « subversifs »... – vont devenir les méthodes de gouvernement quotidien d'Ahmadou Ahidjo. Ce qu'il y a d'étonnant dans ce processus, c'est que le Cameroun, considéré dans les années 1950 comme une « brèche » dans l'empire français, du fait de son statut international, va progressivement devenir, aux yeux des Français, un « poisson pilote » de la décolonisation. Premier pays à accéder à une « indépendance sous contrôle français » (et, au passage, premier pays soumis à une opération « extérieure » de l'armée française en Afrique, dès 1960), le Cameroun devient l'« exemple » d'une gestion rénovée - mais toujours autoritaire - de la domination coloniale. Et par conséquent un « modèle » à exporter. Parce qu'elle a été gagnée par la France, la guerre du Cameroun a ainsi constitué le laboratoire de ce système français-français que nous qualifions dans le livre de « néocolonialisme contre-subversif ».

## **Quels étaient les intérêts français au Cameroun ? Pourquoi fallait-il absolument garder ce pays sous la tutelle française ?**

Étant donné le statut particulier du Cameroun, ce pays apparaissait aux yeux du pouvoir français comme le maillon faible de la présence française en Afrique centrale. C'était la peur d'un effet domino, la perte du Cameroun risquant d'entraîner la perte de toute la zone. Or le port de Douala est un port stratégique, le grand port d'Afrique centrale à l'époque, la porte d'entrée et de sortie de toutes les richesses. Perdre Douala, c'était perdre un point économique et militaire majeur. Sans compter le pétrole et l'uranium. À l'époque, les Français cherchaient en particulier du pétrole dans tout le golfe de Guinée, et le Cameroun apparaissait extrêmement prometteur. C'est ce qui explique l'acharnement de la France.

## **Pourquoi cette guerre est-elle absente de nos manuels d'histoire, contrairement aux guerres d'Algérie et d'Indochine ?**

J'identifie plusieurs facteurs. Le premier facteur, c'est – une fois de plus - le statut international particulier du Cameroun. La France réprimait l'UPC, mais comme elle devait rendre des comptes à l'ONU, qu'il y avait des missions et des visites de l'ONU, elle faisait tout pour dissimuler la guerre en cours, en utilisant tous les stratagèmes possibles.

### **Les observateurs de l'ONU n'ont vraiment rien vu ? On a du mal à l'imaginer...**

C'est effectivement stupéfiant. L'ONU n'a pas été à la hauteur des espoirs immenses que l'UPC fondait en elle. En théorie, les Nations Unies devaient contrôler l'administration française au Cameroun. En pratique, la collusion était presque totale. Les missions de l'ONU régulièrement envoyées au Cameroun ne voyaient rien, ou ne voulaient rien voir. Les observateurs étaient hébergés dans de magnifiques hôtels, on les promenait d'un bout à l'autre du Cameroun, l'administration française lui interdisait de rencontrer des nationalistes et organisaient des mises en scène dignes des villages Potemkine. Bref, c'était une sorte de voyage touristique... Alors que les militants de l'UPC nourrissaient un véritable culte pour l'ONU au début des années 1950, au point de hisser son drapeau partout où ils pouvaient, c'est une cruelle désillusion qui s'installe progressivement. Quelques mois avant sa mort au maquis, et alors que l'ONU ne cesse d'applaudir les représentants français pour leur « bonne gestion » du Cameroun, Um Nyobè écrit, amère, dans son journal intime : « Les représentants de l'ONU eux aussi sont des colonialistes »...

### **L'ONU recevait pourtant des messages d'alerte de l'UPC, non ?**

Bien sûr ! L'UPC et les populations camerounaises ont envoyé des dizaines de milliers de pétitions et de témoignages à l'ONU. Mais cela n'a pas été pris en compte. Il faut dire que dans le même temps, l'administration coloniale, pour « équilibrer », suscitait des pétitions et des témoignages inverses où des Camerounais dociles et stipendiés expliquaient combien les autorités coloniales étaient douces et bienveillantes... Certaines de ces fausses pétitions étaient écrites directement par des administrateurs français !

### **Quels sont les autres facteurs expliquant le silence autour de cette guerre ?**

Si on met de côté la Guinée, qui est un cas à part, le Cameroun a été le premier pays à accéder à une « indépendance sous contrôle français ». Comme l'intervention française contre l'UPC se poursuivait après le 1<sup>er</sup> janvier 1960, date de proclamation de l'indépendance du Cameroun, la France ne voulait pas montrer à la face du monde son ingérence militaire. L'armée organisait donc, avec soin, le silence médiatique, ou, alternativement, des séquences d'intoxication parfaitement orchestrées avec la presse parisienne, destinées à faire passer les « troubles » pour des affrontements tribaux. Autre facteur : de 1956 à 1962, pendant la phase la plus meurtrière de la guerre du Cameroun, l'attention de la métropole était monopolisée par la guerre d'Algérie. En quelque sorte, la guerre d'Algérie a masqué la guerre du Cameroun. Le silence s'explique en outre par les techniques de guerre utilisées les autorités françaises : contrairement à ce qu'elle a fait en Algérie, la France n'a pas envoyé le contingent au Cameroun. Pour des raisons économiques, elle a préféré recruter des Africains dans les pays limitrophes, au Tchad, au Congo, en Côte d'Ivoire, et elle a monté des milices locales pour se battre contre les nationalistes. Ce qui permettait au passage à la propagande française de faire passer l'intervention qu'elle menait au Cameroun pour une simple « guerre civile ». Il faut ajouter à ces explications, un autre facteur : menée « par des Africains » et au profit d'une petite caste de Camerounais pro-français, cette guerre a abouti à la mise en place d'une dictature qui a tout fait par la suite pour cacher les circonstances et les raisons de son accession au pouvoir, en s'efforçant d'effacer les souvenirs et la mémoire de l'UPC. A toutes ces raisons, on pourrait ajouter un dernier facteur explicatif du silence qui règne aujourd'hui sur cette guerre du Cameroun : l'aveuglement actuel des autorités françaises. Bien que cette guerre soit désormais très documentée, on continue d'entendre des déclarations scandaleuses du côté des autorités françaises. Comme celle de François Fillon qui, interrogé sur le sujet en mai 2009 lors d'une visite officielle au Cameroun, affirmait froidement : « *Je dénie absolument que des forces françaises aient participé, en quoi que ce soit, à des assassinats au Cameroun. Tout cela, c'est de la pure invention !* ». C'est de l'ordre du négationnisme.

### **Et la gauche française dans tout ça ?**

Une partie de la gauche française a initialement soutenu le mouvement syndical camerounais. L'USCC a été créée en compagnonnage avec des représentants du PCF au Cameroun, par exemple Gaston Donnat, qui, en hommage à son soutien, a reçu la carte numéro 1 de l'UPC ! Cela montre à quel point l'UPC n'était

pas anti-française, mais anticolonialiste. Le PCF et de nombreux mouvements de gauche ont soutenu la naissance de l'UPC. Ruben Um Nyobè était régulièrement interviewé par la presse française de gauche (*Témoignage chrétien*, *L'Observateur*, etc.). Tout change à partir de 1956-1957. L'interdiction de l'UPC, qui gêne considérablement son action, les plans français visant à instaurer une fausse indépendance, qui brouillent les cartes, et la guerre d'Algérie, qui monopolise l'attention des militants métropolitains, tout cela fait que la gauche française se détache ou se désintéresse de l'UPC. Face à la guerre d'Algérie, le PCF se montre beaucoup plus timoré que pendant la guerre d'Indochine dans le combat anticolonialiste. D'autre part, la gauche française se laisse prendre au piège par les « vraies-fausses indépendances » : considérant que « l'indépendance, c'est l'indépendance », elle ne voit pas le colonialisme indirect qui se met en place derrière des « indépendances » de façade sans souveraineté populaire. A cause de cette habile manœuvre politique, les résistants camerounais apparaissent comme des « terroristes » sans foi ni loi, qui tuent à l'aveugle pour une indépendance qui serait « déjà acquise ». Il y a bien sûr des exceptions, comme Frantz Fanon ou Jean-Paul Sartre. *Les Temps modernes* continuent de publier des textes de l'UPC même en 1959. Mais, progressivement, le conflit camerounais disparaît de « l'actualité ». De toute façon les zones de conflit sont interdites aux journalistes, à moins qu'ils ne se promènent dans les camions de l'armée et qu'ils relaient les théories officielles. La discrétion médiatique sur les opérations militaires françaises au Cameroun est par exemple une des obsessions de Jean Lamberton qui demande tout simplement qu'on fasse « régner le silence » sur le sujet. Silence qui s'accompagne d'une censure implacable, comme pourra le vérifier Mongo Beti, dont le livre *Main basse sur le Cameroun*, publié en 1972, est immédiatement interdit et saisi. Pour ne rien arranger, les divisions internes de l'UPC qui se creusent dans les années 1960, notamment entre « pro-soviétiques » et « pro-chinois », rendent difficile le positionnement d'une gauche française elle-même fragmentée... Très clair dans les années 1950, le combat des upécistes perd finalement en lisibilité dans les années 1960. Et cela d'autant plus que la stratégie de résistance armée, qui est maintenue jusqu'à la fin des années 1960, paraît de plus en plus désespérée. Dans *Main basse sur le Cameroun*, Mongo Beti a d'ailleurs dès mots très durs – mais très justes – sur la « gauche » française. Il s'insurge contre cette gauche salonarde qui manifeste contre la guerre américaine au Vietnam, mais qui reste silencieuse sur les « Vietnam » français en Afrique...

### **En quoi peut-on relier la dictature actuelle de Paul Biya à la guerre du Cameroun des années 1950-60 ?**

Paul Biya est le continuateur direct du système mis en place en 1960. Formé en France, à l'Ecole coloniale puis à Sciences-Po, il a fait carrière dans les instances dictatoriales camerounaises. Il devient premier ministre en 1975, et succède à Ahidjo en 1982 sans avoir jamais été élu. Il poursuit la politique néocoloniale de son prédécesseur. La grande différence entre les régimes Ahidjo et Biya tient dans le mode de gouvernance. Sous Ahidjo tout était centralisé, tout remontait à la présidence. C'était une puissante oligarchie, avec parti unique, police secrète, censure systématique, chasse aux « idées subversives », « camps de redressement » pour les opposants, etc. Bref, la dictature dans toute sa splendeur. Obligé de procéder à une « ouverture démocratique » suite à un grand mouvement de revendication populaire au début des années 1990, Paul Biya, lui, règne par la dispersion. Les militaires et la police sont omniprésents mais tant que l'opposition est relativement libre de s'exprimer tant qu'elle ne s'organise pas pour renverser le système. Mieux : l'opposition est tellement invitée à s'exprimer qu'on sombre le plus souvent dans un grand n'importe quoi. Si un nouveau Ruben Um Nyobè devait émerger aujourd'hui, il faudrait d'abord qu'il puisse éviter d'être noyé dans une masse de journaux absurdes et de bavardages incultes. On compte au Cameroun plusieurs centaines de partis, et autant de journaux ! Derrière une apparence de démocratie et de libre parole, on assiste en fait à une confusion généralisée où chacun tente, individuellement, de tirer son épingle du jeu et de gagner quelques billets. Telle est la grande force de Biya, par rapport à un Ben Ali ou un Moubarak : au lieu d'attaquer la démocratie de front, il la dénature à petit feu pour la rendre impraticable. Ce qui est une autre façon de la confisquer.

### **Où en est l'opposition démocratique ?**

L'esprit de résistance est très fort dans la population camerounaise. Mais tant qu'elle n'est pas organisée, elle ne gêne pas le potentat. Paul Biya se moque d'être détesté par son peuple : il passe le plus clair de son temps dans les palaces, en Genève, Paris et La Baule ! Ce qui le dérange c'est quand cette contestation s'organise et qu'elle attire les regards extérieurs. D'où la répression qui s'abat périodiquement, dès qu'apparaît un semblant d'organisation. Tant que la « communauté internationale » - à commencer par la France qui a toujours appuyé, financé et armé le régime Biya - fermera les yeux sur la répression multiforme qui s'abat sur les contestataires camerounais, le pays poursuivra sa course inexorable vers le chaos.

### **Comment est accueilli le livre au Cameroun ? Est-il médiatisé ?**

Je suis allé au Cameroun fin février pour y présenter le livre au côté de notre co-auteur Jacob Tatsitsa. Nous avons organisé une conférence à la librairie des Peuples Noirs à Yaoundé. Ca a été un moment formidable, où des gens de toutes les générations et de tous les horizons ont donné leur sentiment, confié leurs souvenirs et partagé leurs analyses sur les événements dont il est question dans le livre. Nous avons également présenté *Kamerun !* en public à Bafoussam, et dans diverses émissions de télévision et de radio à Douala et Yaoundé. Le problème principal pour le moment c'est le prix du livre, qui est très élevé, au Cameroun en particulier, et en Afrique en général. Il faut aujourd'hui que nous parvenions à démocratiser l'accès au livre. C'est pour cette raison que nous avons mis en ligne un site internet – [www.kamerun-lesite.com](http://www.kamerun-lesite.com) – qui permet déjà de lire gratuitement des extraits et de consulter des documents, écrits, audio ou vidéos, souvent inédits.

### **Envisagez-vous des démarches juridiques contre des responsables français ?**

Non. Nous estimons que ce n'est pas notre rôle. Si d'autres veulent placer le combat sur un terrain judiciaire, nous pouvons fournir de la documentation. Mais en ce qui nous concerne, nous avons surtout essayé d'établir des faits irréfutables. Nous espérons ainsi susciter un mouvement capable d'obliger les autorités françaises à reconnaître qu'elles ont mené une guerre, et installé une dictature, au Cameroun dans les années 1950-60. C'est déjà ambitieux...

### **Cette enquête a-t-elle modifié votre regard sur la Françafrique ?**

Au cours de nos investigations, nous avons acquis la conviction que la Françafrique n'est pas née *ex-nihilo* en 1958, comme on a trop souvent tendance à le dire. Bien que « géniaux » dans leur genre, de Gaulle et Foccart doivent beaucoup à la IV<sup>e</sup> République. D'une certaine façon, ils n'ont fait que reprendre et systématiser des politiques qui avaient été initiées du temps de l'Union française : utilisation intensive des théories militaires nées sous la IV<sup>e</sup>, je l'ai dit, mais aussi africanisation du personnel d'encadrement, contrôle à distance de ces nouvelles « élites » dociles grâce à des mécanismes d'interdépendance, et finalement théorisation du concept de vraie-fausse indépendances dans le cadre d'un « grand ensemble » géostratégique. Nos recherches s'intéressent d'ailleurs à un concept très en vogue sous la IV<sup>e</sup> République, porté notamment par le jeune ministre de la France d'outre-mer François Mitterrand : l'Eurafrrique. Laquelle n'était, dans la plupart des cas, qu'un autre mot pour définir ce qui deviendra la Françafrique. Ce n'est qu'une hypothèse mais je pense que lorsque Houphouët-Boigny « invente » le terme de Françafrique en 1955, il ne fait en fait que broder autour du thème alors à la mode de l'Eurafrrique dont parle beaucoup son rival Senghor, par exemple. En reconnectant la Françafrique avec la pensée eurafrrique qui l'a précédée on perçoit mieux l'aspect collectif de l'architecture néocoloniale française en Afrique. Et on en comprend mieux le soubassement foncièrement raciste - « Européen » et « Africain » étant à l'époque les synonymes de « Blancs » et « Noirs ». Il ne faut jamais perdre de vue que la négrophobie est une condition nécessaire à l'établissement et à la perpétuation de la Françafrique. Assimiler cette dernière à un simple « foccartisme » permet à de trop nombreux commentateurs non seulement d'en signer péremptoirement l'acte de décès, mais également de nous exempter d'une réflexion collective autour de cette persistante culture coloniale, indémodablement raciste, dans laquelle nous continuons à baigner.

### **Quelle perspective voyez-vous dans la lutte contre la Françafrique ?**

Il faut poursuivre la bataille de l'information. Il faut continuer d'enquêter sur les fondements et les mécanismes de la Françafrique, les expliquer, comprendre et faire comprendre que cette histoire est notre histoire, qu'il s'agit aussi de la responsabilité du peuple et du pouvoir français. Se taire est une forme de complicité. Que l'on songe au silence médiatique presque total lors des terribles répressions des manifestations au Cameroun en 2008, alors même que les forces anti-émeutes utilisaient du matériel financé par la France ! Il faut briser la conspiration du silence.

**Retrouvez cet entretien et bien d'autres sur  
[www.les-renseignements-generaux.org](http://www.les-renseignements-generaux.org)**